

Assemblée générale de la FEJ (AG)

Verviers, 13-15 mai 2013

Résolutions adoptées

A- CRISE ECONOMIQUE ET DROITS DU TRAVAIL

1. Les journalistes frappés par la crise et les politiques d'austérité

Proposée par SNJ/SNJ-CGT/USJ-CFDT, France - FeSP/FAPE, Espagne - NUJ, Grande Bretagne - SJ, Portugal

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

La FEJ, qui réunit plus de 200 000 adhérents, doit être plus que jamais un outil de défense des intérêts matériels et moraux des journalistes, mais elle doit aussi œuvrer pour une information citoyenne. Le journaliste professionnel est obligé d'évaluer ses sources, mais désormais, il doit aussi suivre et être présent sur les réseaux sociaux pour tenter de présenter au public une information équilibrée.

Nous sommes devant une crise qui est grave dans beaucoup de secteurs, mais peut-être tout particulièrement dans le monde des médias.

Dans ce contexte de crise majeure, profonde, qui touche tous les secteurs, il incombe aux syndicats et aux organisations de journalistes un rôle décisif : défendre le pluralisme en même temps que l'emploi des professionnels de l'information, rassembler et informer les citoyens.

Notre profession vit les fermetures brutales de nombre d'entreprises de presse, historiquement importantes, parallèlement à la concentration des médias. Ces phénomènes touchent le cœur du débat démocratique qui subit l'extension d'une certaine pensée unique où le social est réduit à la macro-économie financière.

Au nom d'une fausse flexibilité, le monolithisme s'impose aux citoyens. À Nicosie, Lisbonne, Madrid ou Athènes, la régression sociale est obligatoirement accompagnée

de la fermeture de médias, de la diminution des salaires des journalistes, du mépris de l'idée même de négociation collective. La condition des journalistes pigistes se détériore et des milliers de collègues sont poussés au chômage dans une UE qui compte déjà 26 millions de chômeurs. La qualité de l'information souffre des conditions de travail pénibles de beaucoup de journalistes.

La défense des journalistes

Les journalistes sont donc au cœur de la crise. En tant que salariés, ils subissent la perte de confiance des peuples pour la chose publique et la politique. Cette perte de confiance atteint également les médias dans lesquels les citoyens ne trouvent plus, avec la fréquence souhaitée, les informations qu'ils attendent pour se forger une opinion par eux-mêmes. Mais quand cette perte de confiance se double d'une baisse des recettes publicitaires, c'est tout le modèle économique des médias qui est bouleversé. Quand les médias dépendent davantage des rentrées publicitaires que des lecteurs, téléspectateurs, auditeurs, ils sont doublement fragilisés. Ils deviennent de plus en plus dépendants des pressions du monde économique.

Tous les acquis sociaux sont remis en cause : droit du travail, salaires et conditions de l'emploi, avec une précarisation sans précédent. Nous constatons un désengagement des Etats dans les services publics et la multiplication des pressions sur le journalisme de qualité et sur les contenus journalistiques.

En ce sens, le démantèlement des médias, les licenciements de grand nombre de leurs employés et l'appauvrissement des journalistes doit nous rappeler le mot d'ordre de la FIJ : « *Il ne peut y avoir de liberté de presse quand les journalistes vivent dans des conditions de corruption, de pauvreté ou de peur* ».

Devant une telle situation, inédite, quelles sont les implications pour nous et quelle peut être la réponse de la FEJ ?

D'abord, nous devons être pleinement conscients de ce que Tony Judt décrivait comme « *la récente adoration de la productivité et du marché* ». Pour cet intellectuel britannique récemment disparu, « *il n'y a rien plus idéologique que l'idée suggérant que toutes les affaires politiques, privées ou publiques, doivent tourner autour de l'économie globalisante, de ses lois inévitables et de ses demandes insatiables* ». Il n'y a pas d'inévitabilité ni dans notre métier, ni dans notre domaine, ni dans la société elle-même.

Face à certaines politiques nationales ou européennes, face aux éditeurs multipliant les pressions et largement organisés au niveau continental, nous sommes conscients des enjeux actuels et de l'imbrication croissante des groupes multimédias continentaux. C'est l'heure de contribuer au syndicalisme européen et le temps d'éviter toute possibilité d'antagonismes nationaux. La FEJ doit se doter d'un véritable projet pour augmenter les perspectives et les mécanismes de protection collective des journalistes. La FEJ ne doit pas s'isoler d'autres secteurs, aussi impliqués dans le syndicalisme des médias, qui sont organisés dans la Confédération des syndicats européens. Les perspectives et les actions à mener en Europe devraient :

1 – **Faire** échec à la précarisation galopante de la profession par le rapprochement des statuts du pigiste (ou free-lance) de celui du journaliste permanent. Le statut d'auto-entrepreneur doit être regardé avec beaucoup d'attention. En effet, la grande majorité des pigistes, free-lance ou auto-entrepreneurs n'ont pas choisi la précarité, elle leur est imposée ; ils sont très nombreux à souhaiter échapper à la précarité. En revanche, le journaliste qui aura choisi de ne pas dépendre d'une rédaction doit bénéficier d'un statut précis, négocié par lui et par les organisations qui représentent les journalistes. Il faut lutter contre la précarité sociale du pigiste parce qu'elle peut entraîner une information elle-même précaire ;

2 – **Réhabiliter** la profession par des politiques salariales en phase avec le niveau de responsabilité sociale des journalistes ; le journalisme éthique a besoin d'être exercé dans des conditions matérielles de haut niveau;

3 – **œuvrer** à l'élaboration d'un socle commun de conditions de travail, en multipliant au sein des grands groupes multinationaux des accords-cadres internationaux (ACI) plus ambitieux que ceux qui ont été signés jusque-là. La FEJ établira un programme pour recenser les meilleurs exemples de conditions de travail. Elle examinera les formes d'expression les mieux appropriées pour lutter contre la propension des directions à transformer les journalistes en « employés à tout faire », en éclairant notamment les jeunes journalistes sur la nécessaire distinction entre polyvalence et polyvalence ;

4 – **Élaborer** un système de protection des droits d'auteur identique dans tous les pays, notamment le droit moral inséparable d'une protection des œuvres des journalistes avec le souci de développer un journalisme éthique; obtenir le respect du droit d'auteur des journalistes face aux agrégateurs de contenus (Google, Yahoo, *etc.*). Dans les contrats collectifs ou des pigistes avec les éditeurs, le droit d'auteur des journalistes doit être précisé.

5 – **Établir** l'indépendance des rédactions face aux pressions extérieurs, économiques, des actionnaires ou des groupes de pression ; l'éthique du journalisme doit être protégée de toutes les pressions (politiques et économiques), notamment des propriétaires des médias qui sont de plus en plus d'origine étrangère au monde de l'information et plus liés aux univers industriel ou financier.

6 – **Élaborer** un seuil face aux concentrations des groupes multimédias qui mettent en cause le pluralisme dans une sphère médiatique globalisée.

7 – **Démocratiser** l'enseignement du journalisme dans les universités, et faciliter l'accès aux études journalistiques dans les pays où cela est nécessaire, pour assurer la diversité et une véritable mixité sociale dans les rédactions. La profession doit rester ouverte et elle doit adopter une politique de formation continue, tout au long de la vie professionnelle.

CONCLUSION

Le journalisme éthique a pour corollaire un statut de respect et de haut niveau pour celui qui le pratique ; aujourd'hui, les statuts « *low cost* » sont la traduction du mépris grandissant des nouveaux propriétaires de presse ou de l'audiovisuel, parfois arrivés dans l'univers des médias pour des motifs tordus ou qui, simplement, n'ont rien à voir avec une volonté de contribution à une vraie information de qualité.

Aujourd'hui, il est urgent pour la profession de regagner sa dignité. La charte dite de Munich, adoptée par les syndicats européens les 24 et 25 novembre 1971, doit figurer dans toutes les conventions collectives européennes, pour respecter ses devoirs mais aussi et surtout pour assumer ses droits.

Ce programme ambitieux ne sera réalisé que si la FEJ réussit à mobiliser ses syndicats membres et si ses syndicats membres arrivent à renforcer le nombre de leurs adhérents et à les mobiliser pour des actions aussi bien au niveau continental que national. Dans ce sens, nous citerons de nouveau le sociologue français Pierre Bourdieu quand il signale : « *L'histoire sociale enseigne qu'il n'y a pas de politique sociale sans un mouvement social capable de l'imposer (et que ce n'est pas le marché, comme on tente de le faire croire aujourd'hui, mais le mouvement social qui a « civilisé » l'économie de marché, tout en contribuant grandement à son efficacité)* ».

Contre l'idée d'austérité indéfinie et sans issue, la solidarité doit être l'attitude constante de la FEJ pour apporter aide et conseil, avec le soutien des groupes d'experts, en direction des syndicats les plus fragilisés par la crise économique et les

pays où les journalistes sont soumis de plus en plus à l'absence de protection sociale (code du travail, conventions collectives, etcetera) ou aux attaques contre les libertés.

2. Campagne contre l'austérité

Proposée par NUJ, Grande Bretagne

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

Prend note des conclusions de la conférence de deux jours de la FEJ qui s'est tenue à Thessalonique en Avril 2012, et qui a constaté que: «Les défis auxquels sont confrontés les syndicats de journalistes à travers l'Europe ne sont pas toujours les mêmes, mais il ya des points communs: les pertes d'emplois et des tentatives de déstabilisation conditions de travail existantes, la modification des formes d'emploi qui font qu'il est plus difficile pour les journalistes de s'organiser, de parler d'une seule voix et de défendre leurs droits au travail »(voir le rapport de la conférence« L'égalité des droits pour les journalistes »).

Au Royaume-Uni, la BBC voit son budget coupé de 20 pour cent, entraînant 2.000 suppressions d'emplois, et de beaucoup de programmes essentiels. Depuis 2004, la BBC a perdu plus de 7.000 emplois.

Dans la presse régionale et locale, les journalistes sont confrontés à des fermetures, des pertes d'emploi, les restructurations, et au gel des salaires, au détriment du journalisme de qualité et de la démocratie locale, tandis que l'inflation réduit le niveau de vie. Cette Assemblée annuelle prend note de la campagne lancée par le NUJ appuyant les journalistes travaillant pour Newsquest qui luttent pour payer leurs factures alimentaires, d'énergie, de carburant et pour payer leurs impôts car ils font face à une quatrième année de gel des salaires.

La situation n'est pas meilleure dans la presse nationale où des centaines d'emplois ont été perdus suite a des départs volontaires et suite a l'impact du changement technologique. Les fusions de journalistes ont un impact dévastateur sur les conditions de travail et entraînent une augmentation des charges de travail, tandis que le salaire continue à diminuer face a l'inflation. Tout cela continue de menacer le bon journalisme de qualité.

Cette assemblée générale estime que la crise économique actuelle est due pour l'essentiel à l'emprunt irresponsable et prêts dans le secteur privé, dans un contexte de déréglementation, et la faible croissance des salaires. Il rejette l'austérité et des

coupes massives dans les services publics que la moyenne de la résolution de la crise économique. Il soutient le point de vue de la CES à la réunion du dialogue macro-économique, le 4 Mars 2013, qui: «L'Europe est dans l'entreprise de poursuivre une double stratégie de l'austérité. Pour atteindre les objectifs de déficit trop ambitieux, les déficits et les dépenses publiques sont sévèrement réduits. Dans le même temps, les attaques contre les salaires et les systèmes de négociation collective se répandent d'un État membre à Etat membre, risquant ainsi une spirale descendante de la concurrence salariale. Cette double stratégie d'austérité ne fonctionne pas. L'austérité budgétaire, avec l'austérité salariale, a poussé l'économie européenne dans une récession à double creux et est directement responsable du fait que le chômage est à la hausse à des niveaux intolérablement élevés. La CES appelle les dirigeants européens à changer de cap et de commercer dans l'austérité d'une politique qui met l'accent sur l'investissement, l'emploi et la croissance ».

Charge le Comité directeur pour renforcer sa solidarité avec les syndicats et d'autres journalistes de combat austérité. Pour faciliter ce processus et de s'appuyer sur les réalisations de la conférence de Thessalonique,

Charge le Comité de pilotage de convoquer une conférence pour tous les affiliés d'ici la fin de 2013 ou dès que possible, pour faire avancer les luttes contre l'austérité et à renforcer les liens entre les filiales et la CES dans sa campagne pour amener les dirigeants européens à mettre au rancart l'austérité d'une politique qui met l'accent sur l'investissement, l'emploi et la croissance.

3. Solidarité avec les journalistes pour combattre la crise

Proposée par Union of Cyprus Journalists, Chypre

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

Considérant que l'industrie des médias et les journalistes sont fortement touchés par la crise économique mondiale, en particulier dans les pays du sud de l'UE, où les mesures d'austérité imposées touchent tous les secteurs,

Considérant que, par conséquent les propriétaires de médias ne respectent pas les conventions collectives et à la place coupent les emplois, réduisent les salaires et les avantages sociaux et mettent les journalistes sous une pression intolérable.

Notant que, dans de nombreux cas, les syndicats de journalistes sont en train de négocier fermement avec les employeurs afin que tous les journalistes gardent leurs

emplois en acceptant une réduction des salaires et des acquis;

Considérant que le nombre de journalistes au chômage augmente considérablement et que les médias ferment leurs portes.

Notant que les coupes des emplois et des avantages sociaux des travailleurs ont un impact négatif sur la qualité du journalisme, le droit fondamental du public à l'information et donc de la qualité de la démocratie.

Invite le Comité directeur à:

- Donner la priorité à la lutte de solidarité avec les syndicats membres de la FEJ et aux actions de la CES pour le soutien des emplois des journalistes et des conditions de travail décentes.
- Intensifier la campagne continentale visant à garantir que l'UE et les Etats membres vont soutenir l'industrie et dans le même temps à exprimer ses préoccupations au sujet de la crise humaine causée par la politique d'austérité.
- Examiner s'il y a des programmes européens pour aider les journalistes chômeurs qui souffrent.

4. Une protection sociale complète pour tous les travailleurs

Proposée par National Union of Journalists, Irlande

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

Prend note avec une profonde préoccupation la sape permanente des droits du travail des travailleurs à travers l'Europe. Le droit à la libre association et à être représentés par des syndicats est un droit reconnu par le droit international.

Le principe selon lequel les travailleurs indépendants sont des travailleurs autonomes considérés comme des «entreprises» et que les associations de travailleurs indépendants, y compris les syndicats, sont des «associations d'entreprises» et donc radiés de la négociation collective a été mis en avant par la Commission de l'Union européenne comme un motif pour priver les travailleurs indépendants de ces droits.

La suprématie de la politique de la concurrence au-dessus de l'emploi et les droits des travailleurs se traduit, par exemple, dans le protocole d'entente avec le Programme de soutien financier pour l'Irlande de l'UE / FMI, qui a été utilisé pour empêcher

l'introduction d'une législation promise pour octroyer des droits syndicaux garantis aux plus vulnérables.

Invite le comité directeur de la FEJ à développer une campagne visant à mettre en évidence la nécessité d'une protection sociale complète pour tous les travailleurs, indépendamment de leur statut d'emploi.

5. Lutter contre le travail précaire en vue des élections européennes de 2014

Proposée par SNJ-CGT, France

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

Considérant que les réponses des Etats européens à la crise systémique du capitalisme ne se traduisent que par des mesures d'austérité, entraînant récession économique et remise en cause des modèles sociaux ;

Considérant que les groupes industriels ayant pris le contrôle des industries de l'information appliquent les mêmes recettes dans tous les médias (développement exponentiel de la précarité, pression sur les rémunérations, réduction des effectifs et des crédits affectés aux rédactions) ;

Constatant que ces mesures mettent en cause la qualité de l'information dont les citoyens ont besoin pour se forger une opinion par eux-mêmes sur les bouleversements des sociétés européennes ;

Charge le comité directeur de rédiger et de présenter, au terme de ces étapes, un mémorandum aux partis politiques qui se présentent aux élections du Parlement européen en 2014 pour mettre un terme au développement de la précarité (sous quelque forme que ce soit, free-lance, pigiste, auto-entrepreneur, stagiaire, etc.) et assurer le respect d'une véritable liberté d'information telle que définie la Charte pour la liberté d'expression en Europe.

6. Limogeage d'un dirigeant syndical en Roumanie

Proposé par MediaSind (Roumanie)

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

Condamne dans les termes les plus forts le limogeage sommaire, par la Société roumaine de radiodiffusion (SRR), d'Adrian Valentin Moise, président de l'Union syndicale des employés de SRR, qui est également représentant du personnel au conseil d'administration de SRR et vice-président du membre de la FEJ, MediaSind ;

estime qu'Adrian Moise a été rejeté à tort, après une audience disciplinaire de 6 heures pour des accusations fabriquées de toutes pièces;

déplore l'attaque continue par la direction de la SRR sur la propriété du syndicat, en particulier le changement de serrure du bureau du syndicat à la société le 22 Avril et le possible falsification de documents syndicaux;

soutient les mesures prises par MediaSind pour appuyer Adrian Moise et pour protester contre des tactiques antisyndicales de la SRR en violation de la Constitution de la Roumanie, la loi sur le dialogue social et le Code pénal;

Cette AG

prend acte de la lutte menée par MediaSind pour conclure une convention collective de travail avant la date limite du 14 Janvier 2014;

note en outre que, le défaut de signature de l'accord conduira à l'abolition de la grille des salaires et des conditions de travail ainsi que l'annulation de la clause de conscience et du code de déontologie;

soutient les efforts de MediaSind:

- pour chercher à modifier les lois et faire en sorte que les "mass media" et le secteur «Culture» soient considérés comme deux champs séparés dans l'économie nationale,
- pour chercher à modifier la réglementation du travail de donner un nouvel élan au dialogue social et
- pour appeler à ce que les nominations à la tête des médias publics soient dépolitisées.

Cette AG demande le rétablissement immédiat d'Adrian Moise dans ses fonctions et nous exhortons tous les membres de la FEJ à circuler parmi leurs membres la pétition de soutien à MediaSind.

B- POLITIQUE DES MEDIAS

7. Accès des journalistes aux données publiques

Proposée par AGJPB, Belgique

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

- Considérant l'importance croissante de l'accès aux données publiques numériques, dans la perspective de la pratique d'un journalisme d'intérêt public ;
- Regrettant les difficultés persistantes d'accès des journalistes aux données des institutions publiques et privées qui exercent une mission de service public et qui sont financées par la collectivité ;
- Saluant l'essor du datajournalisme ou « journalisme de données » et l'intérêt croissant de la profession pour le traitement des données ouvertes (« open data ») ;
- **INVITE** le nouveau comité directeur, mis en place après l'assemblée générale de la FEJ à Verviers, à mener campagne afin d'inciter les gouvernements et autorités publiques à faciliter l'accès des journalistes aux données publiques en les mettant en ligne sur des plates-formes numériques ;
- **LUI DEMANDE** de nouer les partenariats nécessaires afin de mener campagne commune avec les ONG actives dans la promotion des données ouvertes (par exemple : Access Info, Corporate Europe Observatory, Transparency International...), notamment pour encourager les Etats européens à ratifier la Convention du Conseil de l'Europe du 27 novembre 2008 sur l'accès aux documents publics.

8. Le journalisme en tant que bien public afin de sortir de la crise des medias

Proposée par the AGJPB, Belgique

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

Rappelant les récentes révélations du Centre international de journalisme d'investigation sur les paradis fiscaux, résumées sous le label « Offshoreleaks »

Constatant qu'en France, ce sont les informations d'un site Internet qui ont conduit à la démission d'un ministre du Budget, titulaire d'un compte bancaire dissimulé à l'étranger,

Relevant que ce travail journalistique essentiel a été mené en-dehors du cadre des médias dits traditionnels,

Notant que, pour surmonter la crise qui les frappe, ces médias n'ont pour seule réponse que la réduction de leurs effectifs rédactionnels, à l'image du groupe Rossel qui met en œuvre des plans sociaux successifs dans ses quotidiens en Belgique francophone mais acquiert en même temps des journaux en France, où il entend également procéder à des réductions de personnel,

S'étonnant qu'au contraire de secteurs économiques en crise, la presse traditionnelle ne se recentre pas ainsi sur son « cœur de métier » pour sortir de cette crise,

Considérant que le journalisme d'investigation est extrêmement important dans les actions sociales contre la corruption et d'autres activités criminelles - pour déceler les irrégularités dans les marchés publics, rechercher de l'argent blanchi, étudier des comptes bancaires secrets, divulguer des conflits d'intérêts;

Signalant qu'en Belgique, le journalisme d'investigation est tellement menacé que les pouvoirs publics ont soutenu financièrement un Fonds, géré par des journalistes, pour promouvoir l'investigation journalistique indépendante, qui a permis la publication de reportages originaux sur la société belge,

Demande au nouveau comité directeur, mis en place lors de l'assemblée générale de la FEJ à Verviers, de développer la campagne en faveur du journalisme en tant que bien public.

Invite à nouer des contacts avec les associations européennes d'éditeurs et les directions des grands médias pour leur rappeler que l'information est la valeur ajoutée qui leur permet d'intéresser le public.

Demande à la Fédération européenne des journalistes à faire des efforts particuliers pour améliorer la situation du journalisme et des journalistes d'investigation;

Encourage les membres de la FEJ à développer un modèle de conventions qui permettent la mise sur pied de formes de financement public ou alternatif, pour

soutenir l'investigation journalistique dans le respect de l'indépendance rédactionnelle.

9. Pluralisme des médias

Proposée par the National Union of Journalists, Irlande

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

Prend note du lancement de l'Initiative européenne sur la pluralité des médias qui doit attirer plus d'un million de signatures dans toute l'Europe pour obliger la Commission européenne à discuter d'une directive pour assurer des niveaux minimum de diversité de la propriété des médias commerciaux dans les États membres afin de garantir leur indépendance à la fois face aux gouvernements et à l'influence de puissants propriétaires d'entreprises.

Soutient la pétition en ligne et **demande** au Comité directeur de:

- Une législation efficace de l'UE pour interdire la concentration de la propriété dans les secteurs des médias et de la publicité;
- La garantie d'indépendance des organes de contrôle des médias vis à vis de l'influence du pouvoir politique;
- Une définition claire de conflit d'intérêts pour éviter que les magnats des médias n'occupent de hautes fonctions politiques et
- Des systèmes européens de suivi plus clairs pour vérifier la santé et l'indépendance des médias.

10. Le rôle des syndicats dans les médias

Proposée par the National Union of Journalists, Grande Bretagne

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

Prend note du débat en cours sur la nature de la réglementation de la presse et le rôle des syndicats au sein de la presse.

Accueille avec satisfaction le travail du NUJ dans l'enquête « Leveson » au Royaume-Uni, qui a exposé l'étendue choquante de l'intimidation et de la pression au travail, et qui a donné la parole aux expériences de ces journalistes qui ont trop peur, à cause des dégâts à leurs futures carrières, de se mettre en avant et de donner ouvertement des preuves des pressions auxquelles ils ont été systématiquement soumis. Elle relève

également le rôle essentiel des syndicats dans la création d'environnements de travail sains avec une éthique forte.

Se félicite de l'appel à la création d'une clause de conscience pour permettre aux journalistes de se conformer pleinement à leur code de conduite, sans crainte de représailles ou de perdre leur emploi.

Condamne la réponse cynique de *News international* à blâmer à tort les actions d'individus soi-disant «journalistes voyous" pour le piratage de téléphone alors qu'il existait une culture endémique créée et perpétuée par ceux qui sont au sommet de l'organisation.

Condamne en outre les actions de la *News Corporation* en péril la relation vitale entre les journalistes et les sources, à travers les actions du « Comité des normes et de gestion » et de remettre volontairement des documents à la police, ce qui dévoile l'identité des sources journalistiques, qui attendent à juste titre une protection complète, dans le processus.

Charge le Comité directeur de:

- Faire campagne et sensibiliser sur le rôle vital des syndicats dans les médias et la négociation collective et leur lien intrinsèque avec un cadre éthique solide pour le travail des journalistes
- Faire campagne contre des *business models* qui, dans leur recherche du profit, suppriment des emplois et réduisent les ressources, mettant sous pression les journalistes, au risque de créer des lacunes et de finalement diminuer la qualité du journalisme.
- intensifier ses travaux sur la campagne pour la protection des sources dans toute l'Europe, pour s'assurer que les journalistes peuvent être aidés à protéger pleinement leurs sources dans le contexte d'une ère technologique où les employeurs peuvent unilatéralement trahir ce principe sans la permission de leurs travailleurs, d'une façon qui crée d'énormes dégâts à la relation critique entre les donneurs d'alertes et les journalistes au sein de nos membres.

11. Dialogue de confiance

Proposée par Russian Union of Journalists (RUJ), Russie

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

Comprenant que le journalisme en tant que profession est en pleine crise mondiale, causée non seulement par les nouveaux défis économiques et technologiques, mais aussi par la perte de confiance entre les médias et la société, la société et l'Etat et les représentants de divers pays et cultures,

Estimant que seule une action commune effectuée par des journalistes partout dans le monde peut changer l'état des choses,

Notant le fait que, ces dernières années, d'importantes discussions sur la préservation des valeurs fondamentales du journalisme se sont concentrées autour du livre L'Initiative pour un journalisme éthique, et qu'en 2009, la FIJ, en coopération avec l'UNESCO et RUJ, a lancé une série de réunions internationales et de discussions générales, sous le titre Le Dialogue de confiance qui ont eu un écho à travers l'Europe, l'Asie et les Amériques,

Notant en outre que, même si le dialogue de confiance élargit le champ de travail des journalistes, de nouvelles conditions de crise appellent à de nouvelles solutions et de nouvelles stratégies, plus de flexibilité et de transparence pour l'amour du journalisme comme un domaine unique de travail, qui ne se limite pas aux technologies et aux simples traitement de l'information, mais servant à bien des égards en tant que boussole morale d'une société,

Charge le Comité directeur de discuter avec le Comité exécutif de la FIJ de:

- Rendre le dialogue de confiance un axe prioritaire de travail pour la période à venir;
- Élaborer une stratégie globale de dialogues, des réunions et d'autres événements à travers le monde, afin de stimuler un véritable débat entre les journalistes, la société civile et des représentants des arts et de la culture, au nom de la préservation de la profession de journaliste avec des normes éthiques et de qualité élevées;
- Soutenir l'initiative du RUJ sur l'organisation et la conduite, conjointement avec la FEJ et les syndicats membres de la FIJ, l'ONU, l'UNESCO et d'autres organisations internationales, du Congrès international de dialogue de confiance, dédié à l'élaboration des stratégies et des solutions visant à renforcer la position du journalisme dans la société contemporaine et l'amélioration du fonctionnement du journalisme comme moyen de dialogue entre les différentes couches sociales
- Appeler les syndicats membres de la FEJ à envoyer leurs propositions pour développer le thème du Dialogue de confiance dans d'autres régions européennes, dans le fil de la diversité culturelle mondiale.

12. Indépendance des rédactions

Proposée par by SNJ-CGT, France

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

Notant que les thèses justifiant les mesures antisociales suite à la crise économique et sociale en Europe sont relayées par bon nombre de grands medias et d'éditorialistes en cour ,

Jugeant que les citoyens européens sont désinformés par la transmission via les medias de la communication officielle justifiant les logiques d'austérité,

Estimant qu'en cela la démocratie est touchée au cœur du fait d'une pression croissante sur les rédactions par des éditeurs,

Propose que le Comité Directeur étudie avec le Parlement européen un projet portant sur l'indépendance des rédactions.

C- LIBERTÉ DE LA PRESSE ET SÉCURITÉ

13. Sur la liberté de la presse en Turquie

Proposée par AGJPB, Belgique

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

Saluant l'action menée depuis trois ans par la Fédération Européenne des Journalistes pour la défense de la liberté de la Presse en Turquie,

Rappelant l'appel de la FEJ en faveur d'un « parrainage » des journalistes turcs emprisonnés, auquel elle a été la première à répondre,

Soulignant que cette initiative a permis la libération d'un certain nombre de journalistes inculpés, mais n'a pas abouti à l'abandon des poursuites à leur égard,

INVITE le nouveau comité directeur, mis en place après l'assemblée générale de la FEJ

à Verviers, à poursuivre cette campagne pour la liberté de la presse en Turquie

LE PRESSE de développer les synergies mises en place dans ce dossier avec d'autres associations engagées dans la défense de la liberté de la presse et d'expression en Turquie

SUGGERE qu'il recherche des voies de financement qui permettent d'amplifier ces contacts

LUI DEMANDE d'inviter ses associations et syndicats-membres à exercer ou à maintenir leur pression sur leurs Parlements et gouvernements respectifs, afin d'éviter que la question de la liberté de la presse en Turquie ne s'efface derrière des considérations géopolitiques liées à la situation dans la région.

DEMANDE au Comité directeur de maintenir la pression sur les institutions européennes concernant la liberté de la presse en Turquie.

14. Sur l'impunité

Proposée par Russian Union of Journalists (RUJ), Russie

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), Réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

Notant avec préoccupation la violence continue contre les journalistes en Russie, et 16 meurtres de journalistes au Daghestan, combinée à l'absence de volonté politique et d'enquête adéquate et à la négligence de la législation nationale en vigueur,

Notant le fait que la violence contre les journalistes revêt des formes différentes selon les pays,

Estimant que des actions communes de solidarité peuvent affecter la situation et faire cesser l'impunité,

Félicitant le RUJ, Glasnost Defense Foundation et d'autres organisations qui ont participé à l'élaboration de base de données pour les journalistes russes décédés et la base de données «Conflits dans les médias" qui a obtenu le soutien de l'UNESCO et d'autres organisations internationales comme un modèle de surveillance de la violence contre les journalistes et comme véritable outil pour lutter contre la l'impunité et former des stratégies d'actions communes,

Notant que la présentation de la base de données «Conflits dans les médias" à la conférence de la FIJ FEJ RUJ à Moscou (Octobre 2012) a cédé la place à une nouvelle étape de travail dans la protection des journalistes et dans la lutte contre l'impunité,

Notant en outre que, il est impératif de poursuivre les actions lancées à Moscou,

Charge le Comité de pilotage de discuter avec le Comité exécutif de la FIJ comment:

- a) Apporter un soutien à la poursuite des travaux sur la base de données «Conflits dans les médias" en Russie et dans d'autres pays et d'utiliser son modèle pour la surveillance et la mise en réseau au sein de la FEJ sur la lutte contre l'impunité basé sur l'expérience RUJ-FIJ;
- b) Apporter un soutien aux activités du RUJ à lutter contre l'impunité et renforcer le réseau inter-régional en Russie et en Asie centrale;
- c) Inclure les activités « stop à l'impunité » dans le programme des projets de la FEJ et de développer la coopération entre les régions et la FEJ.

15. Sur Apple et la censure de fait

Proposée par Danish Union of Journalists (DJ), Danemark

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

Considérant que:

À l'automne 2012, Apple a censuré des livres de documentaires écrits par l'écrivain danois Peter Knudsen Øvig sur le mouvement hippie danois. Initialement, la librairie numérique d'Apple iBooks a refusé de vendre les livres de Peter Knudsen Øvig en raison d'une série de photographies de gens nus. Les éditeurs de Peter Knudsen Øvig ont ensuite couverts les seins nus, les fesses et les parties génitales dans de nombreuses photos avec des pommes rouges. Cette pomme a satisfait Apple pendant une brève période. Peter Knudsen Øvig a attiré l'attention sur la menace de la censure de fait posé par le rejet d'Apple et leur acceptation ultérieure. Apple a alors de nouveau retiré les livres de hippie des deux iBooks et l'AppStore sans explication.

- Cette séquence d'événements illustre les principaux obstacles à la libre circulation de l'information qui ont été provoqués par la domination du marché d'Apple. Par sa

taille et son attitude, Apple constitue un véritable obstacle par rapport à la distribution de produits culturels.

- Le cas montre clairement le genre de position dominante sur le marché dont bénéficie Apple par rapport à, par exemple, des e-lecteurs, et qu'elle peut avoir des conséquences fâcheuses.

Malheureusement, il y a eu récemment un certain nombre de cas de censure de fait. De Naomi Wolf "le vagin: une nouvelle biographie" a été victime de la censure de fait et est devenu «V **** a: une nouvelle biographie", tandis que le livre syrien « La preuve de miel », qui présentait des fesses nue sur la couverture, a été retiré de la vente. L'auteur danois Michael Næsted Nielsen a vu une image d'un homme nu retiré de la couverture de son livre, et d'innombrables autres exemples peuvent être cités dans le passé récent.

Il faut souligner que la FEJ prend très au sérieux la tendance croissante à la censure de fait dans le cyberspace. Les entreprises privées peuvent être considérés comme ayant un droit d'adhérer à leurs propres valeurs et modèles d'affaires et de décider quels livres ils veulent publier, mais quand un tel acteur dominant comme Apple ou d'autres utilisent leurs valeurs pour créer un niveau mercantile d'autocensure de fait sur des écrivains, ceci exige une réponse de la société européenne.

En Europe, nous avons une tradition d'une presse libre et indépendante et de la communication artistique et culturelle non censurée. Imprimeurs, éditeurs et communicateurs culturels ont jusqu'à présent pris la responsabilité pour la diversité et pour ce qui a été publié. Apple et d'autres éditeurs d'une certaine taille doivent comprendre qu'ils sont désormais responsables d'assurer une communication artistique et culturelle diversifiée, et que les forces du marché et la liberté de choix et le jugement de personnes sont suffisantes pour contrôler ce que les gens peuvent tolérer de voir, entendre ou lire.

Prie instamment Apple de mettre fin à la censure de fait des livres, du journalisme et de l'information.

Exige que le Comité directeur de la FEJ exhorte le Parlement européen à prendre des mesures et d'éviter la censure de fait, et d'empêcher une domination du marché qui conduisent à la censure de fait de la libre communication.

16. Sur l'accès à l'information

Proposée par le Syndicat danois des journalistes (DJ)

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

est préoccupé par l'évolution au Danemark où le gouvernement la majorité du Parlement danois, le Folketing, sont sur le point de voter une nouvelle loi sur l'accès à l'information et sur l'administration ouverte, qui comprend la classification des informations vitales tels que des documents réalisés pour le ministre afin d'élaborer une nouvelle législation.

La FEJ trouve que le Danemark soutient généralement l'ouverture et la transparence dans la gouvernance, que ceci a été respecté par le passé, que les journalistes suivent les politiques des médias, l'accès à l'information, la liberté de la presse ainsi que le droit du travail danois.

Une telle évolution négative dans la législation du Danemark pourrait conduire à des évolutions négatives similaires dans d'autres pays européens et de l'UE en général.

Pour faire face à cela, l'Assemblée Générale de la FEJ, réunie à Verviers avec les délégués de 28 pays européens,

presse le ministre danois de la Justice écouter les préoccupations exprimées par le Syndicat danois des journalistes, les propriétaires de médias danois, l'opposition au Parlement et dans les partis politiques. Il existe un accord sur la loi et plus de 70.000 personnes ont signé une protestation contre les paragraphes problématiques dans la nouvelle loi.

exhorte le gouvernement danois à montrer que l'ouverture est nécessaire pour développer la démocratie et donc supprimer dans le projet de loi les deux paragraphes (24 et 27 n ° 2) sur la classification des documents auxquels le public a accès aujourd'hui.

D- ÉGALITE HOMMES-FEMMES

17. Sur l'égalité hommes-femmes

Proposée par Deutscher Journalisten-Verband, Allemagne

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

reconnait la nécessité de réaffirmer son engagement envers l'égalité des sexes.
Reconnait en outre, en référence à la Conférence sur l'égalité de la FEJ à Athènes, en novembre 2012, le besoin urgent d'un soutien parmi nos collègues d'Europe du Sud et de l'Est qui luttent contre les pressions économiques graves et des niveaux élevés d'intimidation, intimidation et de harcèlement

Par conséquent,

Charge le Comité directeur de la FEJ de

inclure systématiquement un travail sur l'égalité des genres dans l'égalité salariale, la campagne « No Pay Day », et

soutenir la lutte contre l'intimidation sur le terrain, et à l'intimidation et le harcèlement en milieu de travail, dans le programme de travail de la FEJ

En outre, comme cela a été l'une des principales conclusions de la réunion d'Athènes, et a été demandé par nos affiliés, de **soutenir** l'élaboration d'une boîte à outils axée sur: l'augmentation de la participation des femmes dans les syndicats et la direction des syndicats, l'intimidation et le harcèlement en mettant l'accent sur: l'augmentation de la participation des femmes dans les syndicats, la direction de ces syndicats, la manipulation d'intimidation, de harcèlement moral et les informations disponibles au sein du mouvement syndical.

E- DROITS D'AUTEURS

18. Sur les droits d'auteurs

Proposée par by SNJ-CGT, France

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

Estimant que les agrégateurs de contenus (Google, Yahoo, Apple, YouTube, Dailymotion, etc.) imposent de plus en plus leur modèle économique aux éditeurs, Jugeant que le droit d'auteur des journalistes est nié par ces agrégateurs qui foulent au pied de jure le droit moral des auteurs, pourtant un des fondements de l'indépendance des journalistes face aux pouvoirs économiques et politiques ;

Considérant par ailleurs que les journalistes, déjà précarisés par les politiques d'austérité, sont ainsi privés de leur droit patrimonial,

Demande au Comité Directeur de coordonner son action avec les sociétés d'auteur en Europe pour créer un large front commun en vue d'aboutir à un modèle européen à l'opposé de l'accord passé en France entre Google et les éditeurs français qui nie le droit d'auteur des journalistes.

F- FONCTIONNEMENT DE LA FEJ

19. Sur le travail de la FEJ

Proposée par Deutscher Journalisten-Verband, Allemagne

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

Charge le Comité directeur de la FEJ nouvellement élu d'examiner le mandat et le fonctionnement des groupes d'experts et de former un nouveau groupe qui devrait se concentrer sur les sujets en ligne, le travail cross-média et de la numérisation, et devrait considérer dans ce travail comment l'impact du changement technologique devrait être reflété dans le travail de ses groupes d'experts.

20. Sur le travail de la FEJ, coopération financière et information

Proposée par Deutscher Journalisten-Verband, Allemagne

The General Meeting of the European Federation of Journalists (EFJ), meeting in Verviers, Belgium on 13-15 May 2013,

Charge le Comité nouvellement élu directeur de la FEJ d'entamer des négociations avec le Comité exécutif de la FIJ et la Secrétaire générale de la FIJ pour s'assurer que les membres européens de la FIJ continuent d'être informés sur la situation de la FIJ. Cela implique que les compte-rendus des réunions du Comité exécutif sont disponibles immédiatement.

Charge le Comité directeur nouvellement élu de la FEJ à entamer des négociations avec la FIJ sur la continuité de l'accord financier incombant afin d'assurer une coopération permanente et stable.

21. Sur le travail de la FEJ et le financement

Proposée par FNSI, Italie

L'Assemblée générale de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), réunie à Verviers, Belgique, les 13-15 mai 2013,

Favorise une meilleure organisation des activités de la FEJ, le groupe régional en Europe de la FIJ, en assurant les synergies optimales pour sa propre autonomie fonctionnelle et efficace en ce qui concerne les objectifs de tous les syndicats et associations membres de la FEJ et en ce qui concerne les relations institutionnelles avec les organisations européennes représentatives, les gouvernements et les parlements.

Juge approprié que la FEJ reste basée au même siège que la FIJ, établissant un lien clair de coopération qui assure la meilleure utilisation des ressources humaines et financières pour le fonctionnement du bureau et des projets spécifiques des deux organisations.

Rappelle qu'il est nécessaire d'avoir un Secrétaire général de la FEJ, dont les coûts peuvent être couverts, pour 50%, par la FIJ, comme il est déjà prévu dans l'accord transitoire de gestion et de finances entre la FEJ et la FIJ.

Demande que l'autonomie financière, comme écrit dans les statuts la FEJ, au cours des trois prochaines années, doit être réalisé de manière durable;

Invite la FEJ à collaborer avec des employés temporaires, si nécessaire, à rechercher des fonds pour des projets spécifiques auprès des institutions ou organisations avec lesquelles elle collabore, moralement compatibles avec les buts statutaires de la FEJ.